

Résolution sur le thème « Wouhi steiert Lëtzebuerg » (« Vers où le Luxembourg se dirige-t-il ? ») du congrès 2012 du Mouvement Ecologique

De la même manière que les autres pays, le Luxembourg est confronté à des enjeux énormes concernant la création d'un avenir durable qui puisse assurer aux prochaines générations une qualité de vie correspondant à leurs besoins.

Le congrès du Mouvement Écologique constate que :

- le Luxembourg reste encore attaché à l'illusion d'un objectif de croissance économique annuelle d'au min. 3 % : une telle croissance conduirait de facto à un doublement du produit national brut en 20 ans et serait corrélée inéluctablement à une augmentation de la consommation des ressources et de l'énergie. Il y aurait également un accroissement continu et considérable de la population ainsi qu'une augmentation annuelle des emplois d'au moins 1,5 %. Selon le plan sectoriel pour les zones d'activité, la population augmenterait pour atteindre 700 000 habitants en 2030 (augmentation de 40 %) et le nombre des emplois passerait de 345 000 à 565 000 (augmentation de 60 %).
- cette orientation de croissance va à l'encontre des principes d'un développement durable : une croissance infinie sur une planète aux ressources limitées, dans laquelle il doit régner une équité des répartitions, est tout simplement irréalisable.
- d'après des études scientifiques, la déstructuration du paysage ainsi que la perte de certaines espèces et de biotopes au Luxembourg ont pris des dimensions inquiétantes ; les responsables de cela, outre la pression de la croissance, sont un manque d'aménagement du territoire et de politique de protection de la nature,
- dans le domaine de la mobilité et des transports, aucune orientation n'est prise pour aller dans le sens des transports en commun ainsi que de la mobilité douce et la planification des transports s'effectue toujours sans qu'il n'y ait d'implication des citoyens.
- le Luxembourg, malgré son adhésion à l'accord sur le climat, ne suit aucune stratégie cohérente sur la protection climatique, les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables et laisse échapper ainsi des chances de développement économique considérable. Malgré la connaissance des limites des ressources d'énergie pour le Luxembourg, aucune stratégie énergétique n'a été établie.
- tous les thèmes centraux fondamentaux d'avenir tendent à être pratiquement dilués dans les débats politiques.

De plus en plus de citoyens, d'acteurs de la société civile, de représentants des institutions et des acteurs politiques sont conscients de ces carences dans la gouvernance du Luxembourg. Cependant, il manque jusqu'à ce jour une dynamique sociale et politique nécessaire, pour s'attaquer à ces questions si importantes pour le développement du Luxembourg. Le modèle de la société actuel représente une lourde hypothèque pour les générations futures. En même temps, notre modèle de société est associé aussi au Luxembourg à de très grandes inégalités entre riches et pauvres, des inégalités sociales qui se sont plutôt renforcées que réduites.

Le Mouvement Écologique a la conviction que la capacité de la société à développer un discours sur les valeurs sociales et à entreprendre des mesures très concrètes allant dans le sens d'un développement durable a aussi un impact important sur la qualité de vie, le contentement et le bien-être des personnes. Le congrès attend donc des démarches concrètes de la part des politiques à ce sujet :

- Il convient de remettre en question la logique de croissance de façon beaucoup plus critique, de travailler à un nouveau modèle économique et social au Luxembourg, à l'occasion de quoi on devrait également discuter ouvertement de solutions alternatives pour financer le système social. Par exemple, il est possible d'appliquer une imposition plus forte du capital et de l'utilisation des ressources naturelles.
- Le rôle de la politique, mais aussi des médias et des autres acteurs doit être de mettre au premier plan le bien-être des hommes ainsi que la justice sociale, au lieu d'imposer un leitmotiv de croissance et de consommation. Le discours général sur les valeurs dans une société, sur un produit national brut alternatif, l'encouragement de nouveaux projets de société (comme par ex. le concept des « villes en transition » qui reprennent de façon délibérée les idées des citoyens) doivent y contribuer.
- Il est du devoir de la société civile, mais aussi des politiques de développer des perspectives d'avenir positives pour un Luxembourg durable : la mise au point de stratégies d'avenir réalisables permet d'apaiser les peurs ambiantes et de libérer des énergies, afin de se poser les véritables questions et de trouver des solutions alternatives réalisables.
- En outre, les objectifs de l'aménagement du territoire doivent être considérés comme un élément central de la gouvernance, particulièrement en ce qui concerne l'occupation de l'espace limité de notre pays.
Pour enrayer la spéculation et renforcer les droits d'intervention de l'Etat, l'adoption à court terme de la nouvelle loi d'aménagement du territoire est nécessaire. Une harmonisation au *niveau régional* des plans sectoriels (protection du paysage, construction de logements, zones d'activités et transports) et des plans d'occupation des sols communaux est aussi importante que le respect par le gouvernement lui-même des projets pour les plans sectoriels.
- Dans la politique de construction de logements, la mobilisation des surfaces de terrain constructibles inscrites dans les périmètres de construction communaux, des terrains non construits et la rénovation des anciens logements doit avoir la priorité, au lieu de la désignation prévue actuellement de plus de 500 ha de surfaces d'habitat dans la zone verte. On dispose actuellement de capacités suffisantes pour créer des logements sociaux accessibles. Pour leur mobilisation, des attraits financiers (par ex. une imposition des surfaces d'habitat désignées mais non utilisées) sont nécessaires.
- Pour résoudre les problèmes sans cesse croissants dans le secteur du transport, un véritable saut quantique est nécessaire, ce qui signifie notamment : établir de nettes priorités dans le budget prévisionnel pour les transports en commun, inscrire ou relier des zones d'habitation et des zones d'activités au moyen de transports en commun sur rail et adopter entre autres la loi sur la construction du tram moderne avant les élections législatives de 2014, réaliser la construction des gares périphériques, améliorer la ligne de chemin de fer Bettembourg-Luxembourg et avant tout aussi entreprendre une véritable mutation dans l'approche de la planification des transports dans la Grande Région (planification commune, tarification, etc.).

- La politique sur le climat et l'énergie doit avoir la priorité, en fixant par ex. des mesures efficaces pour la protection du climat, en élaborant un pacte sur le climat fiable entre l'Etat et les communes, en développant et en mettant en œuvre une stratégie efficace d'une grande portée, en mettant en avant les économies d'énergie au moyen d'un programme concret national et de campagnes d'information et enfin en s'attaquant au développement de énergies renouvelables également au Luxembourg de façon plus résolue. Nous réclamons également une politique antinucléaire beaucoup plus ferme, entre autres aussi la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom ainsi que d'autres vieilles installations dans les pays voisins. A ce sujet, la jonction du réseau à la centrale de Cattenom prévue actuellement remet en cause la crédibilité du gouvernement du Luxembourg au sujet de sa politique antinucléaire.

Notre pays a besoin avant les prochaines élections d'un réel débat au sujet de l'avenir, et cela non pas selon le modèle classique des commissions actuelles – comité tripartite, conseil économique et social – mais dans un processus transparent et ouvert, dans lequel tous les acteurs sociaux et les citoyens intéressés soient impliqués.

Par son engagement, la société civile ne peut pas se substituer à un débat structuré entrepris par le gouvernement et le parlement, mais doit être prête, comme tous les autres acteurs – sans préjugés – à s'impliquer dans ce processus.